

L'an dernier, nous avons réussi à ramener de 24 % à moins de 10 % le taux de croissance annuel de la dette. Les mesures fiscales que nous avons prises, jumelées à des politiques économiques constructives, ont résulté en une économie plus forte, plus dynamique.

Cependant, la dette actuelle du Canada, qui est importante et ne cesse de croître, a rendu le pays vulnérable à une hausse des taux d'intérêt, et ce risque est aujourd'hui devenu une réalité. Nous avons assisté à une hausse notable des taux d'intérêt à l'échelle mondiale, alimentée par la crainte d'une résurgence des pressions inflationnistes, et le Canada n'a pas échappé à ce phénomène.

La réduction des déficits financiers, particulièrement en Amérique du Nord, est un élément clé lorsqu'il s'agit de diminuer les risques d'inflation et d'alléger les pressions sur les taux d'intérêt. Un déficit moins élevé nous aidera à réduire les pressions inflationnistes et accordera à la politique monétaire davantage de latitude pour abaisser les taux d'intérêt. Par ailleurs, des taux plus faibles réduiront les frais de la dette du gouvernement, ce qui aura pour effet de diminuer encore le déficit. C'est là la voie que le gouvernement du Canada a choisi de suivre, à défaut de quoi nous devrions vivre avec un taux d'inflation plus élevé, des taux d'intérêt à la hausse, un service de la dette plus important et un déficit encore plus lourd.

Le Canada est déterminé à s'adapter, afin de fonder sa croissance sur des bases plus fermes. Je sais que nombre des gouvernements que vous représentez ont eu à prendre ces dernières années des décisions difficiles sur le plan économique, souvent au prix de sacrifices réels et immédiats au niveau des programmes.

Nous sommes convaincus qu'en prenant les mesures énoncées dans le budget du gouvernement nous jetons les fondations d'un Canada plus fort, nous garantissons son avenir.

Par la même occasion, nous contribuons à l'assainissement de l'économie mondiale. Outre les avantages qui en découleront pour leurs propres citoyens, le Canada et les autres pays industrialisés considèrent cet objectif comme leur première responsabilité à l'égard des pays en développement. Ceux-ci ne sauraient évoluer et progresser sans une croissance soutenue et non inflationniste de l'économie mondiale. Les pays industrialisés tout comme les pays en développement ont affirmé ce principe plus tôt ce mois-ci à Washington.